

# FLASH CSE INFRA

## SOF QUI PEUT À CHERBOURG

Lorsqu'en 2013 Capgemini a racheté Euriware, filiale informatique d'Areva, Capgemini a signé avec Areva (devenue aujourd'hui SOF, (Sinergie-Orano-Framatome) un contrat sur 10 ans pour un montant d'un milliard d'euros. Cet été, nous avons appris que Capgemini avait perdu la partie « run » de ce contrat.

L'explication de la direction de Capgemini est simple : le client a pris le moins cher, Atos. Que Atos, qui est dans une situation financière catastrophique, ait voulu baisser ses prix pour obtenir ce contrat, c'est possible. Mais il existe aussi d'autres explications. Nos collègues de Cherbourg nous ont remonté depuis des années une dégradation de la qualité du service et le mécontentement du client qui en a résulté. La

**responsabilité en incombe à la direction de Capgemini** qui en 10 ans a dispatché les activités sur... 13 sites et a surtout fortement réduit le nombre de salariées travaillant sur le contrat. Et puis la rentabilité n'était pas assez élevée au goût de la direction, de là à supposer que Capgemini n'a pas fait beaucoup d'effort sur le prix !

**La perte du « run » concerne, d'après les chiffres fournis par la direction, près de 200 salariées (Cherbourg, Toulouse, Bagnols sur Cèze...), sans compter 21 sous-traitants. Auxquels pourraient bientôt s'ajouter 140 salariées travaillant sur la partie « projet ».** La CGT sera au côté des salariées pour maintenir l'ensemble des emplois.

L'avenir du site Infra de Cherbourg apparaît clairement menacé. Là encore, la direction de Capgemini en porte une responsabilité écrasante. Elle avait annoncé en grande pompe la création d'un centre mondial de cybersécurité à Cherbourg, lequel n'a jamais vu le jour. Elle n'a même pas répondu à l'appel d'offres de SOF sur un lot de cybersécurité, à croire que, malgré l'affichage, la cybersécurité n'est pas une priorité d'Infra. Elle n'a pas jusqu'ici embauché de commercial Infra à Cherbourg. Résultat, lorsque Capgemini a hérité du site il y a 10 ans,

il y avait 500 salarié-es Infra, aujourd'hui il y en a 200, dont... 139 salarié-es travaillant pour le contrat SOF (67 pour le « run » et 72 pour le « projet »).

**La CGT se battra avec les salariées de Cherbourg pour sauver les emplois et le site.** Tel n'est manifestement pas la préoccupation de certaines organisations

syndicales qui à l'approche des élections professionnelles ont beaucoup communiqué, à défaut d'agir sur le terrain, et semblent avoir déjà entériné la fermeture du site, en proposant aux salariées de Cherbourg de négocier avec la direction un « plan de mobilité » au niveau national.

La défense des emplois à Cherbourg ne semble pas non plus être l'objectif de la majorité des élu-es du CSE

Infra. La CGT n'est pas dans l'absolu contre une expertise, mais elle est en désaccord d'une part avec les attendus de l'expertise votée par le CSE Infra, d'autre part sur le recours maintenant à une expertise. Une expertise du CSE devrait moins porter sur les conséquences économiques et financières de la perte de contrat ou sur l'accompagnement individuel des salariées, ce qui est du ressort de la direction, mais beaucoup plus sur les conséquences sociales, les RPS (risques psycho-sociaux) subis par les salariées, l'avenir du site de Cherbourg, etc. De plus, une expertise du CSE devrait analyser et critiquer le plan d'action promis par la direction, et proposer des améliorations. Or **la direction explique que c'est en cours d'élaboration, elle a déroulé un catalogue de bonnes intentions, sans mesures concrètes, sans chiffrages précis, sur les moyens commerciaux, sur les contrats prospectés, sur le nombre de salariées que cela pourrait concerner...** Le verdict sur la partie « projet » étant prévu pour novembre 2023 et la partie « run » se terminant en avril 2024, la CGT estime que le bon créneau pour une telle expertise pourrait être fin 2023 ou début 2024.

DES POSTES MENACÉS À  
CHERBOURG ET TOULOUSE APRÈS  
LA FIN DU CONTRAT SOF



**VOUS ÊTES LA CGT, ON EST LA CGT !**



## CED

### CED : " Comment Etablir la Diminution " du pouvoir d'achat des salarié-es ?

La direction Capgemini Infra a mis en place une session de rattrapage en septembre, après celle de mars, pour les CED (promotions et augmentations individuelles). La direction se félicite que 58 % des salarié-es éligibles (il faut avoir au moins un an d'ancienneté dans l'entreprise) soient augmenté-es en 2023. C'est certes moins pire que l'an dernier. Mais avec une inflation annuelle de l'ordre de 5 %, le constat est dramatique : 71 % des salarié-es Infra, augmenté-es ou non, subissent cette année une baisse de pouvoir d'achat. **Quant aux bénéficiaires de Capgemini, ils se portent bien...**



## MESPLÉ

### Mesplé : un site qui n'est plus aux normes

Nous en parlions dans notre flash CGT CSE Infra de juin 2023, la direction veut transférer 182 salarié-es toulousain-es ex Altran du site du Take Off vers Eisenhower et surtout Mesplé. Sous couvert de regrouper les équipes Infra, l'objectif est probablement financier, la réduction des coûts immobiliers, mais la direction se refuse à fournir les chiffres. L'expertise a montré dans le détail que le site de Mesplé est un site ancien, qui n'est plus adapté aux normes actuelles en matière d'acoustique, d'éclairage, de circulation d'air, de consommation d'énergie, etc.

La motion votée majoritairement par le CSE ne rend pas d'avis en raison du manque d'éléments, notamment sur la partie économique et financière. Le délai légal de 2 mois pour une consultation du CSE avec expertise étant épuisé, ne pas rendre d'avis est peu utile puisqu'il équivaut à un avis négatif, de fait non argumenté. Surtout, si le CSE constate que la direction refuse de répondre à ses questions alors que dans une consultation elle a l'obligation de le faire, cela constitue une entrave au bon fonctionnement du CSE. Pour faire valoir ses droits de représentant du personnel, le CSE est fondé à attaquer la direction en justice. La majorité CFDT-CFTC-FO... n'a pas osé le faire depuis le début de la mandature, alors qu'il y a eu pourtant des situations similaires en 3 ans et demi. **Pour sa part, la CGT y est prête !**



## PUY DU FOU

Dans notre flash CGT CSE Infra de septembre 2022, nous dénonçons le fait que le CSE Infra ait subventionné un voyage-séjour au parc du Puy du Fou sur l'année 2023. La majorité CFDT-CFTC-FO... a voulu récidiver pour l'année 2024. Un petit problème, budgétaire. Cela amputera le budget de la prochaine mandature qui commencera en 2024, un nouveau CSE sera élu lors des élections professionnelles de fin d'année. Certes, pour proposer des voyages-séjours début 2024, il faut s'y prendre un peu à l'avance ; sauf que le Puy du Fou est prévu pour... juin 2024. Et puis de combien ? Le trésorier du CSE, les membres de la commission ASC (Activités Sociales et Culturelles) du CSE, sont incapables de répondre. Ils et elles ne savent même pas combien le séjour au Puy du Fou du printemps dernier a coûté au CSE.

Un gros problème politique. Le Puy du Fou véhicule clairement une idéologie d'extrême-droite, celle de son fondateur et dirigeant, Philippe de Villiers, qui a par exemple soutenu la candidature de Zemmour à la dernière élection présidentielle. Pour celles et ceux qui en doutent, voir les enquêtes réalisées par France 2 ou par France Culture ou les articles de Mediapart.

Au CSE, nous avons eu droit à un florilège de la part de certain-es élu-es. Le CSE ne fait pas de « politique » : eh bien si, en subventionnant des spectacles d'extrême-droite, le CSE Infra fait bien de la politique. C'est un séjour demandé par les salarié-es : combien exactement, une trentaine de personnes en tout, cela doit correspondre à moins d'une dizaine de salarié-es avec leur famille. On nous reproche de vouloir interdire le Puy du Fou, d'empêcher les gens d'y aller : pas du tout, nous ne demandons pas la fermeture du parc du Puy du Fou, nous n'empêchons personne d'y aller, par contre **oui nous dénonçons le fait que le CSE Infra puisse utiliser une partie de son budget pour faire la promotion d'une idéologie d'extrême-droite.**

Pour une fois, le message de la CGT a été entendu, le séjour au Puy du Fou a été finalement retoqué par une majorité d'élus-es du CSE..

## REJOINDRE LA CGT CAPGEMINI

# #ONESTLACGT LACGT CAP.ORG

lacgtcap.org / contact@cgt-capgemini.fr

@cgtcapgemini

@CGT\_Capgemini

linkedin.com/company/syndicat-cgt-capgemini

LAcgt Capgemini